



**AVEC DES SYNDICATS, ASSOCIATIONS, COMITÉS DE QUARTIERS
POPULAIRES, LA CGT APPELLE AUX**

MARCHES UNITAIRES

POUR LES LIBERTÉS PUBLIQUES ET SYNDICALES, CONTRE LE RACISME SYSTÉMIQUE ET LES VIOLENCES POLICIÈRES, POUR LA JUSTICE SOCIALE.

LE 23 SEPTEMBRE

La CGT exige des réponses immédiates et dans l'urgence

Obsédé par le maintien d'un système inégalitaire qui profite aux ultras-riches et précarise la grande majorité de la population, le pouvoir emploie des méthodes autoritaires pour briser toute contestation. Les entraves aux libertés publiques se multiplient et sont significatives de cette dégradation, avec des interdictions de manifestations, une doctrine du maintien de l'ordre dénoncée par de grandes institutions internationales, des tentatives de dissolution d'associations...

Les libertés syndicales sont durement bafouées avec une criminalisation toujours plus forte des actions - en particulier celles de la CGT - et qui s'accélère depuis le passage en force de la réforme des retraites. La convocation par les gendarmes de Sébastien Menesplier membre de la direction nationale de la CGT, ou la mise en examen de David Bodin, secrétaire de l'Union Départementale CGT des Deux-Sèvres, montrent qu'une ligne rouge a été franchie.

Les dégradations de services publics, de commerces, particulièrement dans les quartiers populaires, commises à la suite du décès de Nahel, ont détérioré encore davantage les conditions de vie et de travail. La CGT alerte depuis plusieurs années sur les ravages des politiques d'austérité et de précarisation.

Dans un contexte de forte inflation et de recul du pouvoir d'achat, Macron poursuit une politique régressive qui fait le lit de l'extrême droite, aggrave les inégalités sociales et piétine notre modèle social en stigmatisant les plus faibles avec des réformes destructrices (accès réduit aux prestations sociales, à l'assurance chômage).

- Abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ;
- Une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement ;
- Le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique ;
- La création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police ;
- Un plan d'investissement public ambitieux dans les quartiers populaires et sur l'ensemble du territoire pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux ;
- Le respect des libertés syndicales, du droit de grève, du droit de manifester et de la liberté d'expression.

[MarchesPourLaJustice.fr](https://www.marchespourlajustice.fr)

14h30 à CAEN
Place du Marché
Quartier du
Calvaire Saint-Pierre

ENSEMBLE !



**FLASHER LE
CODE POUR
SE SYNDIQUER**

Union Départementale CGT du Calvados - 8 rue du Colonel Remy 14000 CAEN
Tel : 02 31 83 68 25 Mail : ud14@cgt.fr